

2017... ET APRÈS ?

NOUS AVONS UN
"REVE"





AGIR, CONVAINCRE, CONSTRUIRE.

Il nous faut changer de logiciel. L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) sans rivage, construit l'économie de demain.

Elle nous fera sortir par le haut de cette période de transition pleine de doutes quant à notre avenir. Le Labo de l'ESS en a la conviction. Nous ne dépasserons pas l'actuelle crise de la démocratie politique sans démocratiser aussi l'économie.

Par ses valeurs et ses pratiques, l'ESS redonne de l'utilité sociale aux activités économiques et le pouvoir à chacun de co-construire les solutions.

Nos territoires sont les laboratoires innovants de la société de demain. Nous devons nous en inspirer et généraliser ce qui fait ses preuves.

C'est ce à quoi s'emploie le Labo de l'ESS, diffuseur des utopies les plus réalistes. Nous voulons appuyer tous ceux qui entendent résister, expérimenter, voir loin, évaluer. Il faut maintenant convaincre que toutes ces magnifiques initiatives et expériences peuvent faire (eco)système et apporter des solutions à fort impact. Faisons sauter le plafond de verre qui bloque les flux entre expérimentateurs "d'en bas" et décideurs "d'en haut". Nous voulons contribuer à un nouveau récit de la transformation sociale, mobilisateur, généreux, empirique, reposant sur une confiance retrouvée entre citoyens et leurs dirigeants.

Le texte qui suit n'est ni un programme ni un catalogue. Il veut être un catalyseur d'énergies positives, une motivation pour ceux qui souhaitent s'engager à construire les mondes de demain, plus équitables, transparents, coopératifs et générateurs de nouveaux liens sociaux.

Nous défendons une économie sociale ouverte, qui construise des ponts plus que des murs et cherche à polliniser le reste de l'économie.

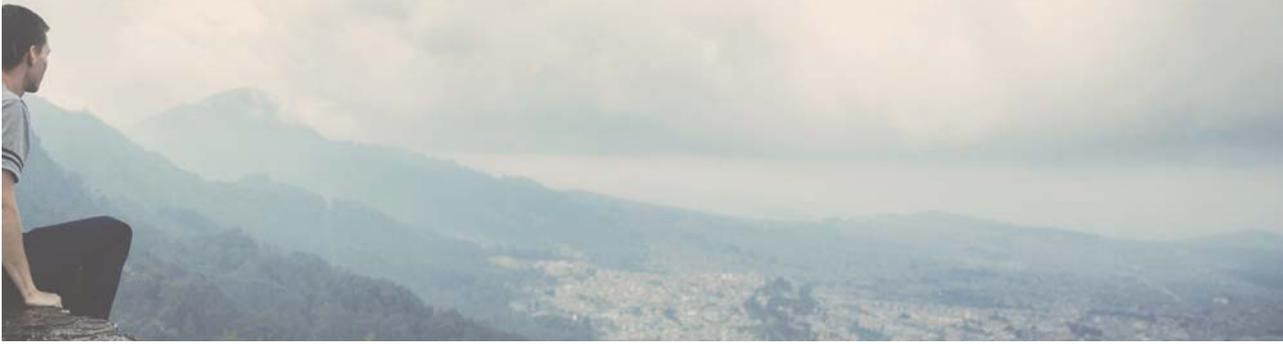
Chiches ?

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hugues Sibille'.

Hugues Sibille
Président du Labo de l'ESS

SOMMAIRE

4	Nous avons un "REVE"
6	Résister
8	Expérimenter
10	Voir loin
12	Evaluer
14	Première orientation
17	Deuxième orientation
21	Troisième orientation
24	Quatrième orientation



Les années à venir pèseront lourd, dans un contexte national incertain et international dangereux et pour une France cartésienne qui perd l'estime d'elle-même. La France a mal à la tête, mais son corps est vigoureux. Il est temps de mettre le corps et la tête en adéquation, de reconstruire et co-construire confiance et espérance. Nous en sommes capables ! Reparlons d'espoir. Voulons les mondes de demain.

Oui, la jeunesse a le sentiment de ne pas bénéficier de la confiance qu'elle mérite, d'être marginalisée économiquement et dominée politiquement par des seniors conservant leurs prérogatives ;

Oui les inégalités s'accroissent, par les revenus, par l'insécurité sous toutes ses formes, et par une précarité qui ne permet plus de se projeter à demain ;

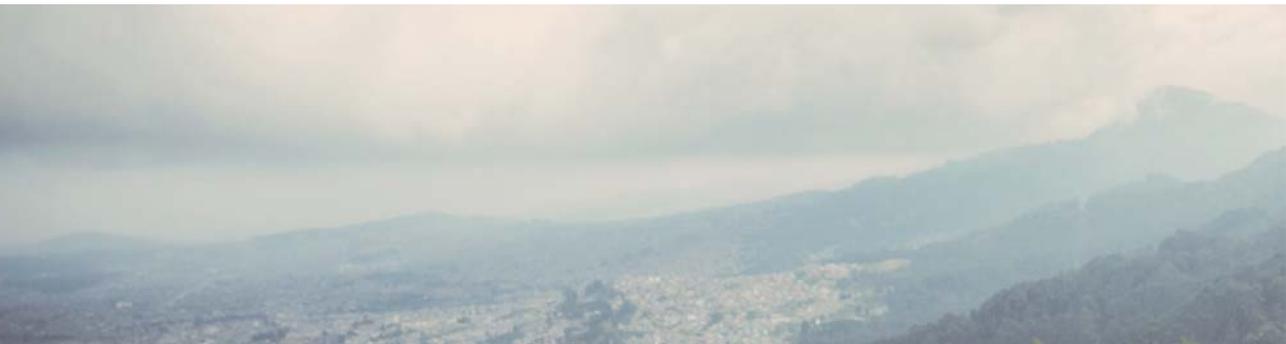
Oui, le chômage perdure et accentue la fracture entre les citoyens protégés qui bénéficient de statuts ou de rentes et ceux qui ne le sont pas ;

Oui, il y a encore des besoins sociaux prioritaires, se loger, se nourrir qui ne sont pas remplis ou si mal au pays de "l'égalité" et des droits de l'Homme ;

Ce contexte nourrit une désespérance sociale, une désobéissance civile et génère des dérives parfois violentes. Il en résulte des colères parfois légitimes, parfois démesurées, pouvant former un terreau propice au populisme. Un fossé se creuse entre les angoisses et les attentes citoyennes et la capacité d'écoute des dirigeants. Alors que sur les territoires les visions constructives et l'inventivité n'ont jamais été aussi fortes, la capacité d'écoute, d'imagination, de projection des dirigeants et gouvernants est au plus bas.

Et après ? Foin des désespérances ! Regardons cela lucidement, expérimentons les solutions, généralisons celles qui font leurs preuves, changeons de modèle !

— **Oui, nous avons un rêve et nous pouvons le réaliser** —



.....

Agiter l'épouvantail de la crise pour générer l'immobilisme, demeurer constamment dans la nostalgie des Trente Glorieuses, se contenter d'indignation verbale, faire le guet d'une éclaircie court-termiste du type "ça va mieux"... Tout cela ne résout rien. Nous devons apporter nos solutions à une transition économique, sociale et écologique en cours et dire quelles sont nos forces pour y contribuer.

Le Labo de l'ESS se propose d'être un générateur de confiance en montrant une voie, celle portée par les voix de ceux qui osent, expérimentent et réalisent. Pour nous, la méthode génératrice de confiance démocratique et d'actions inspirantes, s'appelle REVE¹ :

R	comme	RÉSISTER
E	comme	EXPÉRIMENTER
V	comme	VOIR LOIN
E	comme	EVALUER

.....

¹Patrick Viveret

Résister

Nos capteurs sur les territoires le confirment chaque jour. Les mouvements citoyens se développent et agissent, refusant les fatalités.

Nombreux veulent vivre "debout" nuit et jour. Un esprit de résistance monte en puissance. Des refus créatifs au nom de la liberté, de la dignité, de la fraternité, de la frugalité, etc. s'expriment: ils disent non aux fermetures d'entreprises saines, au harcèlement au travail, au chômage de longue durée, à l'isolement, à l'usage indu des pesticides, aux enrichissements sans cause, à l'inhumanité faite aux migrants, aux gaspillages de nourriture, à l'inutilité des produits, etc.

Exprimés initialement sous forme de refus indignés, ils débouchent souvent sur l'engagement, la recherche de solutions, la construction d'une économie autrement. Ils refusent les mondes d'aujourd'hui en inventant les mondes de demain.

Résister, c'est s'engager.

RASSEMBLONS ET TRANSFORMONS CES RÉSISTANCES

Faisons converger les résistances citoyennes et civiques et les acteurs d'une autre économie.

Faisons sauter le plafond de verre qui bloque la reconnaissance des résistances locales innovatrices par les décideurs nationaux.

Inspirons par nos pratiques les économistes et dirigeants politiques pour sortir du "business as usual" et de l'administration du 20^{ème} siècle.

Inscrivons résistances et solutions dans un projet de transition socio-économique et écologique qui constituent...

— UN RÉCIT MOBILISATEUR —





Expérimenter

Le Labo de l'ESS a la conviction que les territoires sont devenus les laboratoires des expérimentations du futur. Nous devons partir du territoire, observer les initiatives qui s'y développent, les faciliter, les évaluer, les dupliquer et les faire remonter comme pratiques inspirantes des politiques publiques nationales ou européennes.

**Nous devons nous appuyer sur cette
“ polarisation créative ”**

Nous sommes en capacité de dresser un véritable catalogue des innovations citoyennes, avec des applications locales qu'il convient de généraliser, en les adaptant aux territoires et particularismes locaux, géographiques, climatiques ou culturels et humains.

Par ses réseaux et partenariats, le Labo de l'ESS extrait les pépites citoyennes qui prouvent que cela fonctionne. Nous apprenons constamment des circuits courts, des pôles de coopération, des nouvelles formes d'emploi mutualisé, des énergies renouvelables citoyennes, des monnaies locales, etc.

*EN QUOI CES EXPÉRIMENTATIONS SONT-ELLES PORTEUSES
DU MONDE DE DEMAIN ?*

**Le Labo de l'ESS veut être une fabrique d'utopies réalistes,
une source de démarches « bottum-up ».**
**Nous défendons le droit à l'expérimentation et nous agissons
pour que les réussites expérimentales soient généralisées.**





Voir loin

Notre vision consiste à mettre en perspective longue nos projets, en conjuguant les impératifs du développement durable et les besoins du quotidien.

Parce que notre société n'est pas en crise mais en métamorphose, elle a davantage besoin de sens et de convictions que de catalogues ou de programmes. Où voulons-nous aller ? Quelle est la finalité ultime de l'économie qui a pris le pouvoir sur la société ? Et pourquoi ne pas le dire, quelle est la place de l'homme dans cette société : une ressource ou la finalité ?

Nous voulons replacer les choix et les pratiques d'aujourd'hui dans une perspective de long terme. Nous nous inscrivons dans les objectifs du millénaire. La durée doit redevenir une valeur et une pratique du développement.

Nous sommes convaincus que l'économie financiarisée peut être régulée.

NOUS DEFENDONS...

Nous défendons une économie qui a du sens et sait où elle veut aller : l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), définie et organisée dans le cadre de la loi relative à l'ESS du 31 juillet 2014.

Nous sommes convaincus que nous ne reformerons pas la démocratie politique sans démocratiser l'économie.

Nous croyons à une économie plurielle de marché incluant une part croissante d'entreprises sociales, d'associations innovantes, de pouvoir citoyen, qui pollinisent par des pratiques inspirantes les sociétés de capitaux et fasse reculer la financiarisation de la société.



Nous nous nourissons des expériences du terrain qui inventent de nouvelles alliances d'intérêt général entre des acteurs jusqu'ici cloisonnés : PME, entreprises ESS, universités, collectivités locales, citoyens, etc.

Nous restons fondamentalement attachés à la valeur travail et à sa capacité d'émancipation, et encourageons de nouvelles formes d'emploi qui conjuguent : **contrat, protection sociale, collectif et sens.**

Nous estimons que les nouvelles technologies n'ont pas réponse à tout et que l'innovation technologique doit être rééquilibrée par un effort sans précédent en recherche et développement sociale et en innovation sociale. Autant que de technologies, nous avons besoin de réinventer une façon de vivre ensemble, de faire société, de gérer des biens communs. Il faut dire oui à l'économie de marché mais non à la société de marché.

« Le Labo de l'ESS veut agir en faveur d'une transition décentralisée, citoyenne et renouvelable »

Evaluer

Le principe d'évaluation est préalable. Dans le prolongement de nos travaux, pour une meilleure gouvernance, pour une finance patiente, pour une traçabilité des décisions et circuits, nous plaidons pour une évaluation précise et exigeante des expériences et des acteurs.

L'évaluation est le corolaire de la confiance accordée et des responsabilités confiées. Tirons les leçons de la méconnaissance de l'ESS par le plus grand nombre et notamment des économistes, en rendant mieux compte de nos pratiques réelles. Dans chaque expérience concrète, il importe de pouvoir vérifier le respect des valeurs affichées, et la réalité de la performance économique et sociale, en regard des objectifs et services attendus.

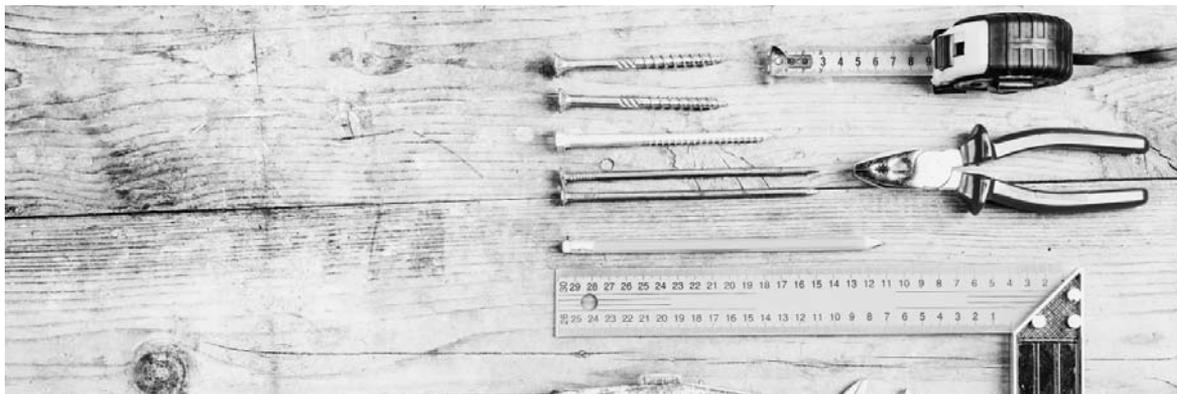
L'évaluation consiste à apprécier la valeur. Elle doit être entendue en redonnant au mot valeur son sens initial de "force de vie". C'est l'enjeu du discernement, de la qualité de délibération, du rôle de l'éthique, au cœur de la Démocratie, qui doit faire retour dans l'espace public.

Sans une mutation qualitative, la forme actuelle de démocratie compétitive se réduit à un choc d'ambitions tranché par la loi quantitative du plus fort.

Elle est en voie d'épuisement. Dans des sociétés complexes où les choix sont rarement binaires, où nombre d'entre eux sont caractérisés par une ambivalence entre des effets bénéfiques et contre-productifs, nous avons besoin d'évaluation et de délibération de qualité, pour faire vivre une citoyenneté responsable.

L'évaluation revêt une importance particulière dans le champ de l'ESS, pour s'assurer que sont bien alignés : **des valeurs, des statuts et des pratiques réelles**. C'est à cette condition que nous parviendrons à démocratiser l'économie.

Le Labo de l'ESS se réjouit à ce titre de l'adoption d'un guide des bonnes pratiques d'ESS par le Conseil supérieur de l'ESS.



NOUS VOULONS



PARTANT DE CES CONVICTIIONS, NOUS PROPOSONS

4 ORIENTATIONS

pour alimenter le débat public des années à venir, à travers une réflexion globale et structurante, collégiale et démocratique, inscrite sur les territoires et une vision à la fois nationale, européenne et internationale.

1 PREMIÈRE ORIENTATION

INVENTER LE TRAVAIL ÉMANCIPATEUR DE DEMAIN, CONSTRUIT SUR UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL : CONTRAT, PROTECTION, COLLECTIF, SENS

Le Labo encourage le développement de **nouvelles formes de travail**, qui sécurisent le salariat, spécifiquement le travail précaire et le travail indépendant, en conjuguant autrement protection/émancipation/agilité et en organisant des formes originales de mutualisation du travail.

Donner un contenu plus large au "Compte Personnel d'Activité"²

Mettons en place rapidement le Compte Personnel d'Activité (CPA), charpente d'une refondation de notre protection sociale pour sécuriser les parcours professionnels individuels. Il faut nourrir le CPA en inscrivant dans celui-ci les temps de travail effectué en entreprise indépendantes (TPE) et d'intermittence.

L'ESS expérimente des solutions qui conjuguent souplesse entrepreneuriale, travail indépendant d'un côté, protection sociale et coopération de l'autre. Elles prennent la forme de Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE). Améliorons-les et sortons-les de la marginalité.

L'ESS participe à la construction des Groupements d'Employeurs, qui mutualisent les salariés.

DÉVELOPPONS-LES.

Multiplier les Coopérative d'Activité et d'Emploi³ et les Groupements d'Employeurs⁴

Dans le prolongement de la Loi Hamon relative à l'économie sociale et solidaire, nous proposons à la puissance publique de multiplier par cinq d'ici 2025 le nombre d'entrepreneurs salariés en soutenant massivement le développement des Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE) en France, et d'accompagner le développement des Groupements d'Employeurs (GE) en permettant une mixité fiscale (aujourd'hui un seul membre assujéti à la TVA entraîne l'assujettissement du GE à la TVA ce qui est un frein pour le secteur associatif).

² Le Compte Personnel d'Activité (CPA) a pour objectif de permettre à tous les travailleurs, quels que soit leurs statuts, d'accéder facilement à leurs droits et de les mobiliser de façon autonome, grâce à un point d'entrée unique sur internet. Les droits sont attachés à la personne et non plus à l'entreprise

³ La Coopérative d'Activité et d'Emploi (CAE) est une entreprise coopérative dont l'objet est d'accompagner des entrepreneurs dans leurs parcours de création d'une activité

⁴ Un Groupement d'Employeurs (GE) est un regroupement d'entreprises qui décident de s'associer pour embaucher le personnel qu'elles ne peuvent pas embaucher seules à temps plein ou toute l'année.

Développer les emplois de l'Insertion par l'Activité Economique

Nous proposons de développer le nombre d'emplois relevant de l'insertion par l'activité économique par un mécanisme de réinvestissement des impôts et charges sociales versés par les entreprises d'insertion et de leur ouvrir droit au compte formation

Nous invitons le Ministère en charge de l'emploi à mieux différencier ce qui relève de l'investissement social de ce qui relève de la dépense sociale. Pour 1 euro d'argent public finançant des contrats de travail aidés, dans une entreprise d'insertion, il revient entre 2 et 3 euros nets dans les caisses publiques. **Tirons en les conséquences.**

Cibler les formations sur la transition écologique et l'économie de proximité

Nous proposons que dans le plan de formation de 500 000 chômeurs, annoncé par les pouvoirs publics, figure un volet précis consacré aux emplois de la transition écologique et à ceux de l'économie de proximité.

Nous sommes convaincus que la transition énergétique citoyenne et de proximité peut créer des emplois qualifiés.

CAE & CULTURE

ARTEFACTS

#Centre

Inscrite dans le secteur culturel, la Coopérative d'Activité et d'Emploi **ARTEFACTS** accueille des entrepreneurs des métiers artistiques, de l'artisanat d'art et du numérique.

Elle met à disposition des espaces de travail (lieux de création, de répétition, des espaces administratifs, une salle de réunion, etc.)

En facilitant la mise en place de projets collectifs, elle offre la possibilité de participer à des rencontres avec d'autres professionnels du secteur culturel.

Le Labo de l'ESS s'engage pour un large droit à l'expérimentation comme celle initiée par ATD Quart Monde⁵, visant à activer des dépenses passives et proposer un emploi aux chômeurs de longue durée ou comme celle d'Ars Industrialis visant à expérimenter le revenu contributif.

Nous appelons les acteurs de l'emploi à sortir de la pression de l'urgence pour se (ré-) interroger sur la qualité des emplois (qualité de vie au travail, autonomie/subordination, équilibre vie professionnelle /vie privée, finalité du travail, etc.).

Les politiques RSE des employeurs ESS peuvent porter cette ambition.

Par ailleurs, les indicateurs d'impact des banques publiques doivent rendre compte de la **qualité des emplois créés** dans les entreprises qu'elles financent.

La lutte POUR l'emploi doit mobiliser l'ensemble des acteurs et pas uniquement les pouvoirs publics. Suivant la même logique de coopération, d'inscription sur les territoires et de participation des citoyens que nous mettons en avant dans l'approche économique en circuits courts, les Pôles Territoriaux de Coopération Economique ou le Pôle Citoyen Pour l'emploi.

Mieux coordonner les initiatives citoyennes pour l'emploi au niveau local

Nous invitons maintenant à créer dans chaque département un pôle qui mobilise de manière coordonnée les initiatives associatives et citoyennes en faveur de l'emploi.



LE PÔLE CITOYEN
POUR L'EMPLOI
(PCPE)

#Ile de France



”
Au cœur du territoire du 93, en lien avec les collectivités locales et le service public de l'emploi, le PCPE facilite la coopération entre des employeurs privés et publics et des acteurs accompagnant les chercheurs d'emploi et les créateurs d'activité.

Il privilégie la proximité et la qualité du service proposé aux employeurs et aux chercheurs d'emploi : mise en synergie des opérateurs, dispositifs, contrats, etc.

“

⁵ Territoire Zéro chômeurs : loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

2 DEUXIÈME ORIENTATION

RÉÉQUILIBRER LA MONDIALISATION PAR UNE ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ ET DES MÉTHODES DE CO-CONSTRUCTION PRIVILÉGIANT DES GOUVERNANCES DE FORCES VIVES DU TERRITOIRE

Reconnus à travers l'article 9 relatif à la loi ESS du 31 juillet 2014, les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE)⁶ regroupent sur un territoire défini des acteurs de l'ESS qui s'associent à des entreprises, des collectivités, des universités, etc. et mettent en oeuvre des stratégies de coopération et de mutualisation pour répondre à une problématique commune.

Nous savons que la coopération ne se décrète pas : elle se construit. Les pôles de coopération incarnent l'espérance de cette "autre économie" territoriale et de proximité. Il faut éviter que des dynamiques qui démarrent sur les territoires, entamées dans la concertation et la co-construction entre citoyens, collectivités, entreprises et porteurs de projets, porteuses d'emploi, de lien social et d'impacts positifs sur l'environnement, **ne soient pas suivies d'effets faute de courage politique et d'aides adaptées**, et s'essoufflent.

Utiliser la charte des PTCE comme outil de reconnaissance national

Nous voulons multiplier et qualifier les PTCE sur les territoires en validant par le Conseil Supérieur ESS (CSESS) une charte des PTCE et en engageant l'Etat et incitant les Régions à ouvrir annuellement un appel à projets pour les PTCE répondant à cette charte.

Renforcer le soutien et l'accompagnement des PTCE par les Régions

Nous appelons les Régions à conforter les pôles de coopération au niveau régional, à les doter de moyens pérennes, à mieux mesurer leurs impacts locaux.

Instituer un comité interministériel sur les PTCE

Nous demandons aux pouvoirs publics de conforter la dynamique des PTCE en développant les moyens d'un comité interministériel pour accompagner les phases d'émergence et de développement de ces pôles de coopération.

⁶ "Les pôles territoriaux de coopération économique" - Publication 2014, Le Labo de l'ESS

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES & PTCE : UNE ALLIANCE VERTUEUSE ?

La présence des collectivités dans la construction des PTCE s'est exprimée dès leur émergence. Elle se concrétise souvent dès la création par un soutien concret prenant diverses formes: conseils, mise en réseau, apports matériels, mise à disposition de locaux, de ressources humaines, participations financières ou encore prise de parts dans la structure d'animation.

“

L'EXEMPLE DU PTCE DOMB'INNOV

Créée en 1989, l'association Val Horizon a pour but de contribuer au développement social de Trévoux et sa région, et d'améliorer les conditions de vie des habitants. Ce regroupement a pour objet de mettre en oeuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'ESS et de l'économie classique, et des acteurs publics du territoire

”

Nous défendons des échanges économiques en circuits courts s'inscrivant sur l'ensemble des domaines (énergie, finance, habitat, culture, alimentation, commerce, etc.), en favorisant des écosystèmes vertueux, tant localement qu'à distance, et contribuant ainsi aux transformations sociétales.

Dans cette logique nous défendons en particulier **les circuits courts de financement et les monnaies locales**, et voulons inciter les banques à une traçabilité territoriale de leurs dépôts et de leurs crédits. L'économie de proximité a besoin de services bancaires qui financent l'économie réelle, en particulier les créateurs d'entreprises et les entrepreneurs sociaux.

Amplifier l'épargne solidaire et l'investir en circuit court

Nous invitons les banques coopératives à accentuer leur rôle de pionnières des circuits courts d'épargne et d'investissement.

Labelliser les circuits courts économiques et solidaires

Face à un engouement positif pour réinventer nos approches économique en circuits courts, nous proposons de mieux identifier pour le grand public ceux qui se réfèrent aux valeurs de l'ESS par un label "Circuits Courts Economiques et Solidaires (CCES)" à partir de 4 critères : équité, transparence, lien social et coopération

EQUITÉ TRANSPARENCE
COOPÉRATION ET LIEN
SOCIAL

FONDES
PAYS DE LOIRE

#Pays de la Loire

”
Epargner local pour soutenir des entreprises de sa région, tel est l'objectif du FONDES PAYS DE LOIRE
Tracabilité des flux financiers, impact local renforcé, soutien de la dynamique économique du territoire, le FONDES Pays de Loire permet de donner du sens aux placements financiers en assurant une visibilité sur le réinvestissement de l'épargne disponible
“

Renforcer les compétences et les moyens du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et de la Caisse des Dépôts (CDC) pour rétablir l'équité territoriale

Nous attendons de l'Etat, mais aussi de l'ensemble des acteurs économiques se référant à l'intérêt général, des mesures d'équité territoriale. Politique qui doit être confortée par des moyens octroyés à la hauteur de ces ambitions, spécifiquement au CGET et à la Caisse des Dépôts.

Nous avons conscience que la montée des socio-économies territoriales peut s'accompagner d'un accroissement d'inégalités. Défenseurs d'une subsidiarité territoriale, nous ne la concevons pas sans une politique d'égalité territoriale.

3 TROISIÈME ORIENTATION

CO-CONSTRUIRE UN DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE ORIENTÉ VERS LES BIENS COMMUNS

Nous co-construisons la transition économique et énergétique de demain, une transition durable, en faisant passer l'économie de l'hyper-concurrence à celle des "biens communs"⁸

La transition énergétique est l'affaire de tous et commence par la maîtrise collective de l'énergie, mais aussi par une production d'énergies renouvelables financées et contrôlées par les citoyens.

Atteindre un objectif de **15 % des énergies renouvelables**, contrôlées par les citoyens est une utopie réaliste. Le statut de coopérative d'intérêt collectif (SCIC) permettant une participation des collectivités jusqu'à 50% du capital est particulièrement adaptée à la transition énergétique citoyenne.

Encourager l'essor de projets de transition énergétique citoyenne

Nous proposons la création d'un fonds d'amorçage pour assurer le montage des projets de transition énergétique citoyenne

Cette transition inclut la question de l'habitat, secteur aujourd'hui insuffisamment occupé par l'ESS, alors que dans de nombreux pays, l'habitat coopératif représente une part significative du parc immobilier.

LES FERMES DE FIGEAC

#Occitanie

”
La coopérative agricole « FERMES DE FIGEAC » valorise les ressources naturelles de son territoire (vent, soleil, bois, biomasse) pour diversifier le revenu de ses adhérents et renforcer la dynamique locale.
Plusieurs actions ont été développées autour de la transition énergétique : démarches mutualisées pour développer le photovoltaïque sur des bâtiments agricoles, investissement participatif autour d'un parc éolien, développement d'une filière bois énergie, rénovation énergétique des bâtiments...
“

⁸Les Biens Communs sont des ressources matérielles ou immatérielles que l'on considère indispensables à la vie de tous

Développer l'habitat coopératif

Nous demandons au mouvement coopératif (Coop.fr) et aux banques coopératives françaises de mettre en œuvre un ambitieux plan de développement et de financement d'une troisième voie, entre habitat individuel et habitat social, en solutionnant les problèmes d'accès bancaires non réglés à ce jour en privilégiant une approche écologique et intergénérationnelle.



Notre société se digitalise rapidement.
Les plateformes d'économie collaborative ne
sauraient rester l'apanage de start-up financées par
des fonds de pension.



Créer des plateformes de consom-acteurs

L'ESS doit promouvoir, vite et fort, des plateformes collaboratives contrôlées par les usagers (et non par le capital), reposant sur des données en *open source*.



U2 GUIDE

Lancée en 2014, **U2GUIDE.com** est un site de voyage collaboratif et solidaire mettant en relation guides locaux, agences de voyage alternatives et voyageurs afin de transformer le voyage en une véritable expérience humaine. La première communauté philanthropique 3.0 rassemble déjà près de 100 000 membres et 15 000 guides à travers le monde.

#France #Monde

CES PLATEFORMES COLLABORATIVES ESS

ont besoin de fonds propres que les secteurs bancaires et mutualistes de l'ESS ont la capacité de leur apporter. La CGSCOP lance un fonds dédié aux start-up coopératives.

L'ensemble de ces outils collaboratifs ESS doivent être évalués pour rendre compte de leurs spécificités : non appropriation privée des data, gestion transparente et désintéressée.



GROUPE VITAMINE T

4 des filiales développées par le groupe VITAMINE T s'inscrivent dans une dynamique d'économie circulaire en proposant notamment une gestion sur mesure des déchets électriques et électroniques, des solutions écologiques pour déconstruire et recycler des véhicules hors d'usages, ou encore en accompagnant les collectivités et les industriels dans le domaine de la gestion des déchets.

#Hauts de France

Promouvoir l'économie circulaire

Nous proposons que les Chambres régionales de l'ESS établissent des plans territoriaux d'économie circulaire et que les emplois aidés soient concentrés prioritairement dans ce secteur.

L'ESS représente déjà une partie importante des activités du ré-emploi. Elle a défriché le chemin de l'économie circulaire et, alors qu'il est à maturité, ne doit pas le laisser aux mains de grands groupes privés sans reconnaissance d'un retour sur investissement.

4 QUATRIÈME ORIENTATION

FAIRE CHANGER D'ÉCHELLE LA PART DE L'ESS DANS NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT POUR DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Notre projet se mesure d'abord sur sa capacité de transformation sociale. Au PIB nous préférons des indicateurs de développement humain ou de bilan sociétal.

Renforcer la place de l'ESS

Nous voulons faire monter significativement le poids de l'ESS dans un certain nombre de filières telles que l'habitat, l'énergie, la silver économie, les circuits courts, etc.

Conforter la croissance de la finance solidaire

Conforter le recours à une finance solidaire incarnant une réelle ambition, et renforcer la capacité de "pollinisation" de l'ESS



Conforter le financement de l'accompagnement

Financer l'accompagnement des projets en incitant de grands investisseurs publics tels que la Caisse Des Dépôts ou la Banque Publique d'Investissement (BPI) à affecter systématiquement 5 à 10 % des financements dédiés à l'ESS pour l'ingénierie et l'accompagnement socio-économique des projets.

Construire nos grilles d'indicateurs

Inviter les représentants de l'ESS à prolonger le guide des bonnes pratiques en adoptant et en mettant en œuvre une grille commune d'indicateurs⁹ permettant de rendre compte, à l'échelle du territoire, de leur empreinte démocratique spécifique, de leurs empreintes sociale et environnementale.

Ces indicateurs mettront l'accent sur la qualité de l'emploi et sur la place des citoyens dans la gouvernance

Instituer un crédit d'impôt innovation sociale, pendant du crédit d'impôt recherche

Faire de l'innovation sociale une priorité nationale, en établissant un crédit impôt recherche dédié, et en établissant des programmes par filière comme cela a été fait pour les 34 plans de reconquête industrielle¹⁰.

Encourager le droit à l'expérimentation

Approfondir un véritable droit à expérimentation, accompagné de dispositifs de mesure d'impact co-construits, inspirant les politiques publiques au vu des résultats obtenus.

⁹ En nous appuyant sur les 10 nouveaux indicateurs de richesses portés par EVA SAS (loi du 13 avril 2015) : Taux d'emploi, Effort de recherche, Endettement, Espérance de vie en bonne santé, satisfaction dans la vie, inégalité des revenus, pauvreté en condition de vie, sorties précoces du système scolaire, empreinte carbone, artificialisation des sols

¹⁰ Plans de réindustrialisation de la France mis en place par le gouvernement français et présentés le 12 septembre 2013 par le président François Hollande et Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif

POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS AMBITIEUX

Nous appelons les défenseurs de l'ESS et des réseaux citoyens à faire mouvement en créant sur les territoires des plateformes "ESS Debout" qui prolongent et renouvellent les Etat Généraux de l'ESS.



Le Labo de l'ESS est un laboratoire d'idées, proposant des solutions concrètes pour promouvoir l'économie sociale et solidaire et favoriser ainsi la transition socio-économique et écologique. Il modélise et accompagne des sujets innovants prioritaires pour l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), favorise leur compréhension par les décideurs pour obtenir des résultats concrets et susciter un changement d'échelle.



@lelabo_ess



lelaboess

Le Labo de l'ESS
41, rue de Bellechasse - 75007 Paris
Tél: 01 80 05 82 00
Courriel: contact@lelabo-ess.org
Association loi 1901 reconnue d'intérêt général
Siret: 524 585 569 00030

Document réalisé par Le Labo de l'ESS
Rédaction: sous la direction de Hugues Sibille avec Claude Alphandéry,
Françoise Bernon, Christian Sautter et les membres du conseil d'administration
Création graphique: Camille Sultra
Impression: Scriptolaser
Crédit Photos: Fotolia, Google Images, Kathleen Rengnet (page 2)
Document non contractuel